

DAMON MAYAFFRE

**Macron
ou le mystère
du verbe**

Ses discours décryptés
par la machine

MACRON OU LE MYSTÈRE DU VERBE

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2021
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-3746-7

Damon Mayaffre

Macron ou le mystère du verbe
Ses discours décryptés par la machine

éditions de l'aube

DU MÊME AUTEUR

- Le poids des mots. Le discours de gauche et de droite dans l'entre-deux-guerres. Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Étienne Flandin et André Tardieu (1928-1939)*, Honoré Champion, 2000
- Paroles de président. Jacques Chirac (1995-2003) et le discours présidentiel sous la V^e République*, Honoré Champion, 2004
- Le discours présidentiel sous la V^e République. Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou, de Gaulle*, Presses de Sciences Po, 2012 (rééd. augmentée du précédent)
- Mesure et démesure du discours. Nicolas Sarkozy (2007-2012)*, Presses de Sciences Po, 2012

Note au lecteur

Les paroles des présidents (ou futurs présidents) et des ministres prononcées lors de débats, d'entretiens, de discours, sont référencées sous la forme abrégée de leurs initiales suivies de la date du prononcé. Elles figurent dans un index séparé de la bibliographie générale (p. 305). Les livres des présidents sont référencés de la même façon que les autres livres et figurent dans la bibliographie générale (p. 319). Dans les citations des discours, tous les passages soulignés ou en majuscules sont les unités linguistiques utilisées comme repères par Hyperbase.

MACRON « EX MACHINA »
Général de l'hôpital France ou roi thaumaturge ?

Et l'actualité du quinquennat devint tout à coup catastrophe. Macron au chevet d'un pays au bord du collapsus sanitaire s'adresse aux Français. L'ordre du discours présidentiel si soigneusement réglé, décrypté par la machine dans cet ouvrage, est un instant bouleversé.

Durant le printemps 2020, l'identité politique du message macroniste dont ce livre rend compte grâce à l'aide de la statistique textuelle et de l'intelligence artificielle – identité stable, pour l'essentiel, depuis la campagne électorale 2016-2017 – prend un profil original face aux préoccupations vitales. Des mots et des phrases inédits apparaissent dans la bouche du président, avant de disparaître, comme « gel hydroalcoolique » ou « nous sommes en guerre ! ».

Une posture nouvelle est inventée – martiale, du chef de guerre, et empathique ou compassionnelle, du soignant –, qui vient compléter les postures jupitériennes du début du quinquennat ou celles d'un président démocrate, à l'écoute, lors du Grand Débat.

Plus profondément, des positions idéologiques inattendues pointent dans le discours, qui semblent remettre en cause, dans un indicible repentir, des croyances que l'on pensait définitives chez Macron, comme la force du marché encouragée jusqu'ici (*versus* celle d'un État-providence ou d'un hôpital public désormais réhabilités), comme les libertés individuelles et l'initiative

personnelle célébrées jusqu'à cette date (*versus* une action publique encadrante, voire sur l'instant coercitive). Même en géopolitique, des turbulences apparaissent dans le discours, sans reniement toutefois: la posture militante et ouverte sur l'Europe et le monde qui signe la pensée de Macron et qui sera longuement analysée, se recroqueville quelque peu sur la nécessité de fermer les frontières, de reconstituer une souveraineté nationale au moins pour les productions stratégiques, sinon de s'auto-suffire patriotiquement.

En un verbe fort, Macron, face à la catastrophe, promet aux Français de se « réinventer ». Périmé-t-il en cela trois ans de présidence et dix ans d'action publique, ou les prolonge-t-il plutôt, sous d'autres formes? La réponse n'est pas simple et, à l'analyse, le chef de l'État cultive l'ambiguïté dans son interview du 14 juillet 2020:

[...] le projet pour le pays, ce n'est pas changer de cap [...].
C'est de changer de chemin. (EM, 14 juillet 2020.)

Catastrophe. Il est vrai qu'à la fin de l'hiver 2020, le monde connaît un spam sanitaire d'une ampleur inégalée dans l'histoire humaine. Non pas que le nombre de victimes du coronavirus intitulé Sras-CoV-2 et responsable du Covid-19, s'élevant à environ trois millions de morts à travers le globe, soit comparable avec celui de la peste noire au Moyen Âge (environ 25 millions de morts en Europe dans les années 1350); non pas qu'il soit comparable, moins encore, avec celui de la grippe qualifiée d'espagnole à la sortie de la Première Guerre mondiale (de 50 millions à 100 millions de morts, selon les historiens, entre 1918 et 1920); non pas, au fond, qu'il soit de beaucoup supérieur à celui de gripes saisonnières virulentes qui ont pu affecter les populations certaines années, mais parce que, dans le village-monde du XXI^e siècle, dans une économie planétaire interdépendante, dans une société de l'échange, de la transparence et de l'information en continu, le Covid-19 a réussi à

mettre, en direct sur les écrans de télévision, la planète entière en panique : une grande peur millénariste saisit les gouvernements et la population mondiale, qui n'est pas sans rappeler la grande peur que Jean Delumeau décrit pour la fin du Moyen Âge face à la « mort noire »¹. Les hommes protestent partout, collectivement, contre leur vocation naturelle à mourir. Les pays, particulièrement ceux à la démographie vieillissante, constatent avec inquiétude qu'ils sont mortels et se mobilisent en renchérissant par des mesures protectrices ou hygiénistes inédites sur une telle échelle ; jusqu'à mettre à l'arrêt le monde.

Confinement plus ou moins sévère de plusieurs milliards d'êtres humains, déscolarisation généralisée des enfants à travers la planète, clôture de la plupart des frontières, suspension des activités économiques, chômage de masse, fermetures d'aéroports, écroulement, momentané, des Bourses et, durable, de la croissance, emballement des planches à billets, bousculades dans les supermarchés, mises en quarantaine voire hospitalisation de chefs d'État eux-mêmes, dénombrement macabre des infectés et des décédés chaque soir au journal télévisé : durant les mois de février, mars, avril, mai et juin 2020, le monde, sous assistance respiratoire, retient son souffle, assis au bord de l'inconnu, dans lequel il semble voir un précipice. Le 25 mars 2020, António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, déclare sur le site officiel de l'organisme que la pandémie « menace l'humanité entière ».

Et la menace génère le chaos : l'incertitude d'un scénario évolutif, le déficit logistique des uns, le manque de connaissances de tous, contraignent à l'improvisation. Emmanuel

1. Jean Delumeau, *La peur en Occident, XIV^e-XVIII^e siècles* (1978). La comparaison entre la peur sanitaire qui a saisi le monde en 2020 avec le Sras-Cov-2, dorénavant abrégé en « coronavirus », et celle de l'époque médiévale et moderne face à la peste est troublante ; néanmoins, la grande peur des siècles passés était à tonalité religieuse, là où celle d'aujourd'hui a été sécularisée.

Macron imagine alors un nouveau discours, sinon un nouveau monde. Parfois, il laisse derrière lui ses convictions politiques et sa signature rhétorique originale ; parfois, au contraire, il se réfugie dans des schémas de pensée et des traits de langage éprouvés qui ont été la clef de ses succès. Très vite, en tout cas, il se fixe un objectif : communiquer désormais, et durant plusieurs semaines, uniquement sur la maladie, dire seulement les mots qui commandent ou qui soulagent en rapport avec l'épidémie, organiser son calendrier en fonction du Covid-19. Chef des armées, il transforme l'Élysée en QG de campagne et déclare la guerre au virus. Médecin-chef du CHU France, il visite, blouse sur le corps et masque chirurgical sur le visage, des Ehpad ou des maisons de santé.

Dès lors, dans cette improvisation majuscule forcée par l'histoire et qui contraint à l'échelle planétaire tous les décideurs politiques, certaines prises de position et sorties médiatiques inopinées furent malencontreuses, en retard ou à contretemps, au début de la crise, avant que le président se ressaisisse ; ainsi, celle d'un chef de parti détachant aux municipales à Paris sa ministre de la Santé en charge de la pandémie, pour pallier le désistement du candidat LREM investi (remplacement d'Agnès Buzyn par Olivier Véran le 16 février 2020)¹ ; celle d'un président autorisant son chef de gouvernement à se saisir d'un Conseil des ministres exceptionnel, dédié à la catastrophe, pour annoncer un 49-3 sur une réforme des retraites polémique (29 février 2020), et finalement suspendue ; celle encore, anecdotique, du couple Macron en sortie au théâtre le

1. En plus de la réorientation de la ministre de la Santé en charge de l'épidémie vers une candidature aux municipales à Paris, Emmanuel Macron a été victime d'un calendrier politique défavorable durant ces semaines décisives : sa conseillère Solidarités et Santé en poste à l'Élysée depuis 2017, Marie Fontanel, renonce à ses fonctions le 31 janvier 2020 et ne trouve successeuse, après un mois de vacance, que le 1^{er} mars en la personne d'Anne-Marie Armanteras de Saxcé.

6 mars 2020, alors que l'on pressentait la réduction nécessaire des rassemblements et la mise en place de la distanciation physique ; ou celle, plus problématique, d'un président électeur, lors des municipales, le 15 mars 2020, encourageant à sa sortie de l'isoloir les Français à participer au grand rassemblement démocratique, à un moment où l'on attendait depuis plusieurs jours, comme en Italie, le confinement généralisé. Sur le plan du discours et du choix des mots, au cœur de cet essai, l'éloquence du 11 mars 2020, au Trocadéro, contre la menace terroriste (Journée nationale d'hommage aux victimes) joue d'une impossible malchance historique, mais trahit sans doute chez le président une prise de conscience insuffisante, encore à cette date-là, de la situation sanitaire catastrophique à venir :

Face à la menace, mes chers amis, nous ne renoncerons à rien. [...] Nous ne renoncerons à rien, surtout pas à rire, surtout pas à chanter, surtout pas à penser, surtout pas à aimer. Nous ne renoncerons pas aux terrasses, aux salles de concert, aux fêtes de soirs d'été. (EM, 11 mars 2020.)

Quarante-huit heures après ce discours aux envolées poétiques remarquables, que Macron reprend dans un tweet le 11 mars et dans lequel il cite innocemment Camus, l'auteur de *La Peste* (1947), l'exécutif propose la fermeture « jusqu'à nouvel ordre » des écoles, puis celle de tous les lieux festifs, culturels, associatifs ou sportifs du territoire, des lieux de vie non essentiels comme les terrasses de cafés et les salles de concert, immobilisant ainsi la France dans un état de confinement proche du couvre-feu militaire : une décision historique sans équivalent en temps de paix.

Cependant, cet ouvrage ne vise aucunement à juger du timing sanitaire des autorités françaises, et de la première d'entre elles, Emmanuel Macron, qui, à l'évidence, a connu deux phases : l'une attentiste, durant les mois de janvier, février et jusqu'à la mi-mars ; la seconde réactive, à partir de

cette date. L'impréparation, sinon l'incurie, des autorités fut d'abord patente (pénurie de masques élémentaires, pénurie de tests de dépistage, retard dans la décision de confinement, dépendance nationale sur des productions stratégiques, sous-dimensionnement critique des services d'urgence, insuffisance des lits dans les services de réanimation, hôpital public en grève depuis plusieurs mois contre le gouvernement, rémunération et reconnaissance insuffisantes des infirmières et du personnel soignant, etc.), puis la réaction fut évidente (réorganisation massive des services hospitaliers, doublement dans l'urgence des places en réanimation, transferts de malades entre régions, loi prévoyant l'état d'urgence sanitaire, politique de confinement généralisée, prime exceptionnelle accordée aux soignants, etc.). Au pic de la crise, Macron résume lui-même cette situation critique ou ambivalente dans un long passage dialectique qui affiche le satisfecit mais concède le mea-culpa :

Alors, étions-nous préparés à cette crise? À l'évidence, pas assez mais nous avons fait face en France comme partout ailleurs [...] Le moment, soyons honnêtes, a révélé des failles, des insuffisances. Comme tous les pays du monde, nous avons manqué de blouses, de gants, de gels hydroalcooliques. Nous n'avons pas pu distribuer autant de masques que nous l'aurions voulu pour nos soignants, pour les personnels s'occupant de nos aînés, pour les infirmières et les aides à domicile. [Mais] Dès l'instant où ces problèmes ont été identifiés, nous nous sommes mobilisés [...] Les commandes sont désormais passées. [...] nous avons rouvert des lignes pour produire et nous avons réquisitionné. (EM, 13 avril 2020.)

Au-delà de la crise sanitaire du Covid-19 et de la politique suivie à cet instant-là, avertissons de manière générale le lecteur: cet ouvrage ne vise pas à examiner les décisions gouvernementales proprement dites ou les mesures élyséennes effectives durant le quinquennat d'Emmanuel Macron. Cet

examen factuel de la présidence Macron, son bilan économique et social notamment, concerne, sur l'instant, la majorité et les opposants au chef de l'État, et concernera, à terme, les historiens de la France contemporaine.

Cet ouvrage entend traiter uniquement des discours et de l'idéologie. Il mettra seulement en lumière, pour les décortiquer, les mots par lesquels Macron pense le monde, communique avec les Français et gouverne le pays. C'est la parole de Macron, descriptive d'une situation, performative d'une action politique, indiciaire d'une idéologie, incantatoire parfois face à l'événement, qui nous intéresse. Car comprendre le macronisme, c'est d'abord – tel est le postulat de ce livre – comprendre les mots-images, les phrases-idées, les discours-symboles par lesquels Emmanuel Macron s'exprime et espère convaincre les Français.

Or, durant la crise sanitaire, le président tient à la télévision trois discours forts à la Nation qui resteront, par leur dimension extraordinaire, dans l'histoire du quinquennat (avec le discours du 10 décembre 2018 sur la crise des Gilets jaunes). Leur dimension hors du commun mérite un avant-propos et une attention particulière sans avoir encore recours, méthodologiquement, à l'intelligence artificielle ou à la machine informatique pour les décrire. *Macron ex machina*, c'est-à-dire, littéralement, « hors » ou « sans la machine », indépendamment des algorithmes d'analyse utilisés et du corpus numérique des cent discours de Macron, depuis 2016-2017 et jusqu'à juillet 2020, traités méticuleusement par la logométrie et l'intelligence artificielle; indépendamment, aussi, des mille discours élyséens depuis 1958 – de de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande – que nous avons numérisés et qui servent de comparaison historique aux propos de l'actuel président. *Macron ex machina*, celui qui surgit, tel le *deus* de la scénographie du théâtre classique, pour dénouer providentiellement l'intrigue; celui qui s'invente ou se réinvente

à l'occasion d'un coup de théâtre de l'histoire; naît et meurt, l'espace d'un printemps de catastrophe. Et qui, à condition que la promesse de se révolutionner soit tenue sur le long terme pour constituer un nouveau corpus réellement original, méritera alors la même étude scientifique quantitative et informatisée du discours dans un volume second.

Notons, du reste, que l'irruption de cette parole extraordinaire ne touche pas seulement, en France, Emmanuel Macron. En Allemagne, l'emblématique dirigeante Angela Merkel convoque la télévision, pour la première fois en quinze ans de chancellerie (hormis les vœux annuels et les interviews programmées), pour interpeller ses compatriotes, le 18 mars 2020, et ses opposants politiques ne manquent pas de critiquer ce coup de force discursif. Au Royaume-Uni, c'est la reine Elisabeth qui, à 93 ans, s'adresse à ses sujets à 20 heures, pour la quatrième fois seulement de son long règne, le 5 avril 2020. Partout dans le monde durant le printemps 2020, les souverains et les chefs d'État multiplient ainsi les prises de parole spectaculaires et performent des discours jamais entendus jusqu'ici, dictés par l'événement.

Le 12 mars 2020, Macron s'exprime une première fois solennellement. Retransmise en direct par tous les canaux de communication, cette « adresse aux Français », selon les mots de l'Élysée, est suivie par quelque 24 millions d'auditeurs, battant ainsi le précédent record médiométrique déjà détenu par Emmanuel Macron (23 millions de Français pour le discours sur les Gilets jaunes le 10 décembre 2018). « Un discours de guerre en temps de paix » : c'est par ces mots que le chroniqueur de France Culture qualifie le discours, pointant la gravité d'un propos pourtant encore fort tempéré ce jour-là (Says, 2020).

Quatre jours après, le 16 mars 2020, Macron renouvelle la performance, captivant cette fois 32 millions de Français suspendus à leur poste. « Un discours de l'apocalypse », serions-nous alors tentés de renchérir tant, dans ce deuxième

discours, le président s'applique à marteler, le visage grave, « nous sommes en guerre », « nous sommes en guerre », « nous sommes en guerre », six fois en vingt et une minutes. Et cette anaphore martiale, qui renvoie peut-être, dans l'histoire de la rhétorique politique, au *Delenda Carthago est* répété de Caton, se trouve renforcée de mots guerriers associés : « combat », « mobilisation générale », « gagner », « ennemi », « union nationale », « lutter », « armée », etc.¹.

Dans le corpus de la V^e République, de 1958 à 2020, ce ton n'a pas d'équivalence ni chez le de Gaulle président au moment de la guerre d'Algérie, ni chez Mitterrand au moment de la première guerre du Golfe, ni chez Hollande lors des attentats du 13 novembre 2015 ou du 14 juillet 2016, ni évidemment chez Macron lui-même lors de ses trois premières années de présidence. Il fait objectivement basculer le discours dans un extraordinaire que cet ouvrage n'a pas l'occasion de traiter. Un instant, dans le corpus, le président prend des accents churchilliens inédits, sinon dantesques, qu'il faut considérer comme une exception. Peut-être serait-il possible de remonter au de Gaulle résistant de 1940 : « Coronavirus : Macron et l'appel du 16 mars », titre un quotidien comme clin d'œil historique (Vernay, 2020).

Le 13 avril 2020, enfin, le président prend pour la troisième fois la parole. L'audience atteint le plafond prodigieux de 36 millions d'auditeurs, mais, dans la forme et dans le fond,

1. Outre les discours majeurs analysés, Macron s'exprime par divers canaux secondaires – dont le tweet. Dans une courte interview rapportée par le *Journal du dimanche*, le 21 mars, le ton est identique, voire accentué : « C'est une guerre. Elle va durer. Elle suppose une solidarité, un esprit d'unité très fort. Mais aussi de s'adapter. Mon rôle est de superviser. Je donne des instructions stratégiques en fonction de l'évolution du terrain, pour permettre à chacun de faire. Je dois être au front, aller voir les équipes, dans les hôpitaux, être dans l'anticipation. » (EM, 21 mars 2020.)

le discours s'est apaisé. Macron n'utilise qu'une seule fois le mot « guerre », et l'adresse ne ressemble plus qu'à un rapport de chef de camp qui pressent encore prudemment la victoire. Macron félicite les troupes, remercie longuement la « première ligne » (les fonctionnaires, et les personnels de santé : médecins, infirmiers, aides-soignants, ambulanciers, secouristes, militaires, pompiers, pharmaciens soignants). Il remercie également nommément « la deuxième ligne » (agriculteurs, enseignants, chauffeurs routiers, livreurs, électriciens, manutentionnaires, caissiers et caissières, éboueurs, personnels de sécurité et de nettoyage, fonctionnaires, journalistes, travailleurs sociaux, etc.). Il remercie enfin la « troisième ligne », c'est-à-dire tous les Français, pour leur civisme et leur attention sanitaire. Par cette longue et quasi exhaustive énumération de catégories modestes, il semble vouloir pacifier la société française et redresser la valorisation des « premiers de cordée » qu'il avait pu faire au début de son quinquennat ; il constate, en citant l'article 1 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 :

[...] notre pays, aujourd'hui, tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal. « Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ». (EM, 13 avril 2020.)

Mieux, il ira jusqu'à reprendre l'expression « premiers de corvée » (EM, 14 juillet 2020), que le leader de gauche Jean-Luc Mélenchon avait utilisée en 2017 pour stigmatiser la politique sociale du nouveau président. Mais c'est globalement sans emphase qu'il annonce que le combat doit continuer par le prolongement du confinement d'un mois supplémentaire, jusqu'au 11 mai 2020. Le pic rhétorique guerrier est, semble-t-il, passé, une page du discours paraît se refermer.

Bien sûr, Macron, par la suite, prendra à nouveau la parole, mais plus sous la même forme singulière, retrouvant le cours normal de la communication de son quinquennat.

Notamment, il produit, le 14 juin 2020, une nouvelle adresse qui renoue avec la norme présidentielle. La modestie affichée un instant face à la maladie fait à nouveau place à une forme de certitude qui signe le quinquennat (« Nous pouvons être fiers de ce qui a été fait et de notre pays. » [EM, 14 juin 2020.]); et la préoccupation sanitaire, moins urgente désormais, s'efface au profit d'un « travailler et produire davantage » (*ibid.*) classique, souvent entendu depuis 2017, que nous traiterons dans le détail. Du reste, les Français apparaissent moins attentifs, et l'on enregistre la perte de 10 à 15 millions d'auditeurs par rapport aux 36 millions comptés le 13 avril. Quant à l'interview du 14 juillet 2020, elle ne rassemblera plus que 9 millions de téléspectateurs. Alors que l'épidémie reprend en France à l'automne et durant l'hiver, avec un deuxième et un troisième confinement, à l'échelle nationale ou à l'échelle territoriale, les discours de Macron fin 2020 puis au début de 2021 redeviendront, certes, attendus¹, mais ils n'auront plus la couleur de ceux de mars ou d'avril 2020.

*

Ces discours de guerre, ou de coronavirus, sont donc particuliers dans le corpus présidentiel, comme est exceptionnelle la situation de la France au printemps 2020. Pourtant, au-delà de l'inévitable nouveauté – un ton nécessairement plus grave puisque l'on compte les morts par milliers; un lexique différent autour de la maladie; une attitude modifiée de l'orateur (plus martiale, comme indiqué); des solutions politiques nouvelles, moins libérales, promises ou à inventer face à l'inédit –, ces discours recèlent les constantes du macronisme. Peut-être même révèlent-ils avec plus de clarté, sous un éclairage direct

1. Ainsi, les adresses des 28 octobre et 24 novembre 2020 sont suivies par 30 millions d'auditeurs.

ou une lumière enfin détamisée, les clefs parfois peu explicites du mystère Macron. Car Macron a, depuis son arrivée sur la scène politique, une trajectoire originale et une parole mystérieuse, plus complexe et moins évidente que celle d'un Sarkozy ou d'un Hollande, par exemple. Telle est la raison d'être de cet ouvrage : mettre à nu une pensée et un discours qui souvent se défaussent ou se dissimulent pour devenir insaisissables ; révéler les mots et les références qui, en évitant les lieux communs de la vie politique française, égarent parfois le citoyen et l'analyste ; identifier, tout simplement, l'orateur et l'homme politique Macron, qui prétend être étranger à l'ordre discursif convenu et joue avec les mots comme nul autre président ne l'avait fait avant lui.

À l'analyse, cette complexité du discours trouve son origine dans trois phénomènes que l'ordinateur déchiffrera dans l'ouvrage, et que la crise sanitaire dénoue pour partie – pour partie seulement.

Elle puise d'abord sa source dans des généalogies idéologiques cachées ou peu connues, souvent celles du XIX^e siècle, comme le saint-simonisme, que la crise confirme et revisite du côté de l'hygiénisme. Elle trouve ensuite son origine dans une ambivalence politique revendiquée mais parfois douloureuse : un « en même temps » libéral et social, toujours en tension, instable par nature, prêt à se déséquilibrer. Les discours sur le coronavirus rediscutent et enrichissent cette dialectique avec l'affirmation d'un *néosolidarisme* ou d'un libéral-solidarisme qu'il convient d'expliquer. Cette complexité s'illustre, enfin, par une posture démocratique empruntée ou contradictoire, autour d'une verticale horizontalité dans laquelle le « je » présidentiel le dispute constamment au « nous » de la nation : l'union sacrée sanitaire autour du chef de guerre permet à Macron de retravailler cette difficulté, trois ans après son accession à l'Élysée.

— « Science » : *pragmatisme, saint-simonisme, hygiénisme*. Macron réfute autant que possible, c'est une insistance de son discours, l'idéologie des autres ; ce qui ne nous empêchera pas de traquer la sienne dans le corpus (partie 1, chapitre « Pragmatisme ou l'absence d'idéologie comme idéologie »). Quand il parle, sa préoccupation principale est de se tenir loin des dogmes ou des systèmes, et principalement hors des dogmes éculés du xx^e siècle comme le socialisme ou le communisme, ou, évidemment, le fascisme ou le nationalisme. Certes, Macron, nous le verrons, accepte de se revendiquer du « libéralisme » dans plusieurs passages. Cependant, le mot est trop connoté – et connoté péjorativement en France – pour devenir un programme officiel apparent pour le candidat et un discours avoué pour le président. Dans cette prudence du discours ou cette revendication politique du bout des lèvres, le retour de la nécessité d'un État-providence qui protège, durant la crise, brouille encore plus ce message libéral essentiel, et rend difficile une identification idéologique.

Aussi, dans la gestion de la pandémie, Macron répète-t-il sans surprise la seule boussole dont il est fier, celle qu'il met en avant avec constance : le pragmatisme. Car c'est bien un pragmatisme saint-simonien qui domine les discours sur le coronavirus : la science en marche, la rationalité sanitaire, la foi dans le progrès, dans l'expert, dans l'innovation, dans les découvertes médicales à venir, doivent dicter efficacement la décision politique, loin des chimères idéologiques, des croyances ou des idéaux. Les discours du chef de l'État pendant le printemps 2020 revendiquent l'adaptabilité ou l'empirisme, et la subordination de la décision politique à une science médicale en pleine effervescence – un « panmédicalisme » ou une « médiocratie », regrettent alors des esprits critiques¹. En période de

1. Dans une situation sanitaire, politique et médiatique globalement dominée par le consensus, le philosophe André Comte-Sponville avance plusieurs fois la critique dans *Le Point* ou sur France Culture.

guerre sanitaire, plus d'idéologie qui vaille, évidemment, plus de décision politique proprement dite, mais des traitements, de la recherche, une posologie pour le pays. Macron dit ainsi n'avoir d'autre ligne directrice que celle que lui dictent les professeurs en médecine, et les mots aux Français sont volontairement très forts dans cet assujettissement du politique au technique ou au sanitaire, dans cette anesthésie de l'idéologie par l'épidémiologie ou la clinique :

Un principe nous guide pour définir nos actions, il nous guide depuis le début pour anticiper cette crise puis pour la gérer depuis plusieurs semaines et il doit continuer de le faire : c'est la confiance dans la science. (EM, 12 mars 2020.)

Et d'enchaîner immédiatement :

C'est d'écouter celles et ceux qui savent. Les plus grands spécialistes européens se sont exprimés ce matin dans une publication importante. J'ai réuni aujourd'hui, avec le Premier ministre et le ministre de la Santé, notre comité scientifique de suivi. Nous avons en France les meilleurs virologues, les meilleurs épidémiologistes, des spécialistes de grand renom, des cliniciens aussi, des gens qui sont sur le terrain et que nous avons écoutés, comme nous le faisons depuis le premier jour. (EM, 12 mars 2020.)

À terme, lors du deuxième confinement, durant l'automne 2020, Macron précisera plus fortement encore :

Elles [mes décisions] sont éclairées par la science. [...] Pour ce faire, nous devons nous en remettre au savoir et à la science. Ne jamais céder au complotisme, à l'obscurantisme, au relativisme. (EM, 24 novembre 2020.)

Bernard-Henri Lévy, quant à lui, convoque Michel Foucault pour dénoncer « le triomphe du “pouvoir médical” et la “médicalisation” généralisée de la société [...] et le remplacement du gouvernant par le médecin » (Lévy, 2020).

Ainsi, les discours de Macron jouent souvent – ici de manière éclatante, mais aussi ailleurs dans l’ouvrage –, depuis 2016 ou 2017, de l’argument d’autorité : l’autorité de l’expert, l’autorité *de ceux qui savent* (partie 2, chapitre « Le technocrate »). Entouré des meilleurs spécialistes, le président sait. Dès lors, tout le reste – c’est-à-dire l’opposition politique – n’est que politicaillerie, aveuglement idéologique de l’adversaire, voire sécession.

Parfois, durant la crise, l’argument paraît en trompe-l’œil et semble utilisé dans le discours de manière intéressée pour se dédouaner. Par exemple, Macron prend soin de justifier le maintien problématique des élections municipales prévues le 15 mars en ces mots :

Dans ce contexte, j’ai interrogé les scientifiques sur nos élections municipales, dont le premier tour se tiendra dans quelques jours. Ils considèrent que rien ne s’oppose à ce que les Français, même les plus vulnérables, se rendent aux urnes¹. (EM, 12 mars 2020.)

Mais cette foi dans la science et dans l’expertise est le plus souvent sincère chez Macron. Ce jour-là, s’il maintient les élections et reporte la décision du confinement, il justifie la fermeture anticipée (dès le lundi 16 mars) des écoles pour protéger les enfants et les adultes accompagnants. L’argument reste le même :

[...] nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus... (EM, 12 mars 2020.)

1. À la suite de cette déclaration, la plupart des procédures judiciaires en cours contre les autorités s’appuient sur le retard du confinement le vendredi 13 mars, le week-end des 14 et 15 mars avec le maintien des élections le dimanche, puis encore avec la banalisation du lundi 16 mars, pour un début officiel du confinement le mardi 17 mars à 12 heures.

Quelques semaines après, ce sera en renouvelant sa confiance aux experts médicaux, qui ont fait de nouvelles découvertes et inversé le diagnostic, qu'il pourra annoncer le déconfinement précoce des écoles dès le 11 mai, au motif que les enfants seraient finalement moins contagieux que les adultes.

Confronté au manque de masques, Macron a son schème de pensée pour gérer rationnellement la pénurie, loin de l'émotion ou de l'idéologie : les « scientifiques » donnent la marche à suivre.

Nous avons décidé avec les scientifiques de réserver les masques en priorité pour l'hôpital et pour la médecine de ville et de campagne. (EM, 16 mars 2020.)

La pensée de Macron – cette politique de l'expertise – fait alors système à la tête de l'État. Elle est partagée par le gouvernement et les députés En marche, souvent issus de la société civile. Le Premier ministre Édouard Philippe rappelle par exemple au journal télévisé les mêmes mots et les mêmes arguments que le président :

Le port du masque en population dans la rue, ça ne sert à rien. [...] Je dis les consignes parce qu'elles sont éclairées par les scientifiques et par les médecins : porter un masque en population générale ça ne sert à rien. (É. P., 13 mars 2020.)

Ainsi, durant cette période insolite, Macron est amené à confirmer, et peut-être à caricaturer, une position utilitariste, scientiste ou positiviste identifiée, que nous allons qualifier dans les pages qui suivent de « saint-simonienne » ; cette position a été remarquée notamment à propos de la révolution numérique, de l'intelligence artificielle ou du « digitalisme » chez Macron, là où Saint-Simon avait théorisé de son côté « l'industrialisme » (partie 3, chapitre « L'économie : l'innovation et le numérique dans la “start-up nation” »). En ce qui concerne la crise sanitaire, admettons que cette foi dans la science et dans le progrès

est particulièrement courageuse, tant, précisément, la science médicale à laquelle on s'abandonne patine en ce printemps 2020 et se trouve objectivement en difficulté face à un virus inconnu (absence de traitements efficaces, impuissance apparente face au taux de létalité, injonctions contradictoires des autorités médicales sur les mesures à prendre, vaccins espérés seulement à moyen terme, études scientifiques contestées, décevantes ou retardées, etc.).

Le 16 mars, en tout cas, Macron place l'entière responsabilité de ses décisions relatives au confinement national – politique d'exception jamais imaginée jusqu'ici – sous la caution de l'Académie de médecine, du Haut Conseil de la santé publique et plus encore d'un « Conseil scientifique » *ad hoc* qui semble parfois remplacer, en prestige sinon en autorité, le Conseil des ministres¹. Les restrictions de circuler ou de se réunir « ont été prises avec ordre, préparation, sur la base de recommandations scientifiques » (EM, 16 mars 2020), introduit-il avant de préciser :

Chacun d'entre nous doit à tout prix limiter le nombre de personnes avec qui il est en contact chaque jour. Les scientifiques le disent, c'est la priorité absolue. C'est pourquoi, après avoir consulté, écouté les experts, le terrain et en conscience, j'ai décidé de renforcer encore les mesures pour réduire nos déplacements et nos contacts au strict nécessaire. (EM, 16 mars 2020.)

Le passage est remarquable d'un triptyque que nous aurons l'occasion d'illustrer de diverses manières : l'expert d'abord, la proximité ou le terrain ensuite, sa conscience intime pour finir.

1. Le « Conseil scientifique » ou « Conseil scientifique Covid-19 » a été institué le 11 mars 2020 afin « d'éclairer la décision publique dans la gestion de la situation sanitaire liée au coronavirus » (ministère de la Santé). Présidé par Jean-François Delfraissy, il compte une douzaine de scientifiques venus de divers horizons (virologues, infectiologues, épidémiologistes, réanimateurs..., mais aussi sociologues et anthropologues).

Les corps intermédiaires politiques traditionnels, habituellement mis en avant dans la République (assemblées, partis, syndicats), semblent absents de la décision. En empathie directe avec les Français, et éclairé par la science, le président Macron décide en conscience de l'avenir du pays : c'est un certain présidentielisme et une certaine philosophie politique, gaullo-saint-simonienne, que Macron définit ici¹.

Ainsi retiendrons-nous pour présenter cet essai que Macron, dans ces circonstances sanitaires exceptionnelles, joue très peu du registre magique ou thaumaturgique comme il aurait pu le faire, et joue le seul jeu de la rationalité ou de l'expertise : Saint-Simon plutôt que saint Luc, saint Blaise ou saint Gilles². Dans cette pandémie, ce saint-simonisme – pensée majeure du XIX^e siècle – prend naturellement la forme particulière de l'hygiénisme – courant majeur de ce même siècle – : l'impératif sanitaire et la décision scientifique médicale éclairée dépassent les querelles dogmatiques qui semblent appartenir à l'ancien monde. Car l'idéologie politique, facteur de division, doit s'effacer derrière le savant ou le technicien, le consensus scientifique et la santé de tous.

— « Solidarités » : *le libéralisme, mais « en même temps » le solidarisme*. Cet ouvrage aborde le macronisme en discours tel qu'il se traduit en substance par le slogan économique et

1. Au cœur de la crise, les forces et les faiblesses de ce présidentielisme ont pu être relevées. Par exemple, Macron annonce directement aux Français à la télévision, le 13 avril, la reprise de l'école le lundi 11 mai. Si l'annonce a le mérite de brusquer les choses, le gouvernement, le ministre de l'Éducation, les députés En marche, les préfets, les maires, sinon les Français eux-mêmes, ont alors semblé, sur l'instant, en manque de préparation ; et le calendrier présidentiel dut être finalement aménagé, au moins de quelques jours, dans la plupart des communes françaises.

2. Pour la liste officielle des saints thaumaturges chez les catholiques, voir le site *Nominis* de l'Église catholique de France, <<https://nominis.cef.fr/contenus/saint/thaumaturges.html>>.

social, prononcé dès 2016 puis répété à de multiples occasions : « libérer et en même temps protéger » (partie 1, chapitre « La politique du “en même temps” »).

La pensée de Macron est en effet traversée par le postulat libéral fort du primat de la liberté ; la liberté de l'individu, la libre initiative personnelle, la libre-entreprise et la libre concurrence, la libération du marché du travail, etc. Mais ce postulat fort est tempéré aussitôt – ou complété, puisqu'il ne s'agit nullement d'une contradiction pour Macron – par l'exigence sociale de la protection nécessaire dudit individu par la collectivité. Or la crise sanitaire du printemps 2020 rediscute ce « en même temps » fondateur et réajuste le point d'équilibre entre liberté individuelle et protection sociale ou étatique, entre responsabilité personnelle et prise en charge collective, entre individualisme et solidarité. Dans l'actualité du quinquennat, précisons que cette requalification conjoncturelle avait déjà été engagée plusieurs mois avant le coronavirus. En effet, après un début de présidence consacré à la liberté (loi Travail, réforme de l'assurance-chômage, *flat tax* sur les hauts revenus), les manifestations des Gilets jaunes en 2018 ou celles contre la réforme des retraites en 2019 obligent Macron à donner des gages du côté de la protection et de la solidarité ; en 2020, l'urgence sanitaire amplifie donc ce réajustement.

D'évidence, les mesures que Macron est obligé d'annoncer durant la crise contrarient sa foi libérale. Durant l'épidémie, les libertés de circuler, d'entreprendre ou même de critiquer sont mises entre parenthèses avec le régime d'exception que l'état d'urgence sanitaire impose au pays. Pendant la crise, au risque de s'immiscer dans l'économie et d'assister les travailleurs, l'État-providence supplée l'initiative privée, béquille les entreprises ou le marché, et soutient sans faillir les salariés (report des charges, subventions exceptionnelles, garantie des prêts aux PME, prise en charge systématique du chômage partiel). Attentif jusqu'ici à la libre entreprise privée, qu'il faut motiver ou encourager,

sensible aux économies nécessaires pour alléger un État dont la lourdeur hypothéquerait l'allant économique du pays, conscient de la rigueur budgétaire nécessaire dans le cadre d'engagements européens, Macron semble, au cours du printemps 2020, renoncer à tout et basculer dans un discours keynésien : le surendettement national préconisé au nom du soutien à l'économie et de l'investissement, l'endettement européen même que Macron invente avec la chancelière allemande en avril 2020 et fait valider le 20 juillet 2020, le plan massif de relance que le gouvernement Castex propose en septembre 2020, apparaissent comme orthogonaux au macronisme originel. À titre d'illustration, la presse, sur l'instant, s'amuse de cette révision du discours et du positionnement. En avril 2018, en effet, le chef de l'État avait répondu à la demande de moyens d'une aide-soignante du CHU de Rouen par un « Il n'y a pas d'argent magique » (EM, 5 avril 2018). Deux ans après, en avril 2020, c'est une tout autre formule, plusieurs fois répétée, qui défraie la chronique – « quoi qu'il en coûte » – et qui semble promettre une politique étatique interventionniste, sans frein ni limite budgétaire :

Le Gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies quoi qu'il en coûte¹. (EM, 12 mars 2020.)

Cependant, soupçonner Macron d'étatisme, de socialisme, ou l'accuser de renier son libéralisme serait injuste, au regard des circonstances objectivement exceptionnelles du moment. La

1. Au-delà de ce « quoi qu'il en coûte » très remarqué puisque répété, les médias ont pu souligner les propos tenus par Emmanuel Macron lors de sa visite à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière, le 15 mai. Le chef de l'État semblait regretter le plan de restructuration « Ma santé 2022 » programmé par son gouvernement. Face à la pénurie des moyens et aux rémunérations du personnel hospitalier, il déclare : « Il faut mettre fin à cette paupérisation. » (EM, 15 mai 2020.)

question pertinente est plutôt de comprendre quelle stratégie discursive Macron utilise pour amender sa posture libérale originelle sans paraître se dédire, comme le font du reste beaucoup de ses homologues à travers le monde, parfois de manière plus tranchée que lui. D'ailleurs, en ce qui concerne les mots rien n'est simple, jusqu'à désarçonner l'analyste. Malgré les circonstances et malgré la pression exercée sur sa gauche, Macron prend soin de refuser le terme de « planification », « planification sanitaire » ou « planification économique », mais il utilise – timidement – le verbe « planifier » (EM, 13 avril 2020) et envisage – prudemment – la recréation d'un haut commissariat au plan. De même, Macron évite le terme de « nationalisation », que ses ministres ne peuvent tout à fait écarter de leurs discours¹. Nous restons donc évidemment dans le cadre d'une économie de marché, libre et non faussé, même si des amendements – la majorité désormais en convient – semblent nécessaires.

En dépit des mesures étatiques fortes, donc, et contraignantes pour les libertés individuelles, Macron prend soin de corriger :

Cette épidémie ne saurait affaiblir notre démocratie, ni mordre sur quelques libertés. (EM, 13 avril 2020.)

Dès lors, un jeu de langage subtil s'engage dans le discours, et le président semble accoucher, à l'occasion de la crise sanitaire, d'une pensée majeure que l'on pouvait pressentir sans jamais avoir réussi à la saisir dans les détails : le jeu de langage consiste à distinguer « l'individu », qui reste sacré, de « l'individualisme », qui serait critiquable, et la pensée majeure

1. Bruno Le Maire notamment, ministre de l'Économie, pourtant de sensibilité libérale, n'exclut pas des nationalisations temporaires lors de sa conférence de presse du 17 mars 2020, si elles devaient apparaître nécessaires. « Cela [le soutien à l'économie] passe par des recapitalisations, des prises de participation ou même des nationalisations si nécessaire » (Chaperon, 2020).

fait référence au « solidarisme », entraperçu mais jamais développé avec autant de précision dans le corpus. Si un « monde d'après » devait advenir dans le discours de Macron suite au coronavirus de 2020, et si le macronisme devait s'ériger en doctrine consciente et constituée après trois ans d'exercice empirique du pouvoir, ils prendraient la forme officielle d'un *libéralisme solidaire* ou d'un *libéral-solidarisme* que les sciences politiques devront préciser et que l'élection présidentielle de 2022 pourrait trancher.

Un passage du discours du 12 mars 2020 dit presque tout :

L'autre écueil, ce serait le repli individualiste. Jamais de telles épreuves ne se surmontent en solitaire. C'est au contraire en solidaires, en disant nous plutôt qu'en pensant je, que nous relèverons cet immense défi. [...] Chacun d'entre nous détient une part de la protection des autres, à commencer par ses proches. [...] prendre soin des plus vulnérables de nos compatriotes, [...] aider le voisin qui, lorsqu'il est personnel soignant, a besoin d'une solution de garde pour ses enfants pour aller travailler et s'occuper des autres. Je compte sur les entreprises pour aider tous les salariés qui peuvent travailler chez eux à le faire. Je compte sur nous tous pour inventer dans cette période de nouvelles solidarités. (EM, 12 mars 2020.)

« Solidarités » : le mot est répété une dizaine de fois durant le printemps 2020. *Solidarité*, c'est le titre que Léon Bourgeois donne à son livre fondateur, en 1896, pour théoriser le solidarisme. « Inventer dans cette période de nouvelles solidarités » : c'est le programme fondamental de Macron face à la crise.

Ce néosolidarisme qui complète, à l'occasion de la catastrophe sanitaire, l'option libérale du président, était en vérité au fondement de l'engagement du jeune homme se lançant à la conquête de l'Élysée en 2016. Avec le recul, ce solidarisme semble seulement avoir été assourdi, et même parfois étouffé, par les contraintes de la campagne électorale, par les obligations

de l'exercice du pouvoir, par les aléas de l'actualité politique. Notamment, l'effondrement de la gauche de gouvernement avant, pendant et après 2017 pousse Macron à séduire un électorat plus nombreux et plus convaincu à droite, et déporte ainsi le centre de gravité du discours macroniste loin du solidarisme envisagé initialement. Du point de vue des mots du quinquennat, la mise en avant de la « solidarité », qui aurait dû être marquante, a été gravement oblitérée par une décision fiscale dont la conséquence a été lourde pour le discours : en supprimant l'Impôt de *solidarité* sur la fortune (ISF) et en le transformant en un Impôt sur la fortune immobilière (IFI), Macron a supprimé un mot-clef qui aurait pu être une clef de voûte des discours de sa présidence, et a déclenché la polémique. L'impôt de *solidarité* était un symbole non seulement politique, mais lexical pour la France ; Macron, en renonçant au mot – son mot –, trahissait Léon Bourgeois, peut-être dans le fond et en tout cas dans la forme¹.

Pourtant, en novembre 2016, le candidat qui se cherchait encore un programme prononce sans ambages : « Je suis pour un modèle solidariste », ou encore : « Il est indispensable de réinventer un solidarisme contemporain » (EM, 16 octobre 2016). L'analyste du discours ne peut qu'être frappé : « réinventer » et « solidarisme », ne sommes-nous pas, mot pour mot, au cœur du discours présidentiel, finalement moins extraordinaire qu'il n'y paraît, du printemps sanitaire de 2020 ?

Certes, lors des meetings de la campagne proprement dite, en 2017, le candidat s'applique à ne rien dire de trop profond qui puisse cliver, et nous ne retrouvons la pensée

1. Sur le fond, en effet, le cœur concret du programme de Léon Bourgeois et des solidaristes de la III^e République était composé de l'argument fiscal : c'est l'impôt sur les catégories les plus riches qui devait financer la solidarité collective (impôt sur les successions, impôt progressif sur le revenu).

qu'avec difficulté. Puis, durant les trois premières années du quinquennat, on enregistre peu de discours qui contiennent le mot « solidarité »¹, sinon le discours chahuté à la Mutualité en juin 2018. Pourtant, y compris pendant ces périodes, les linéaments de ce libéral-solidarisme sont présents et il est aisé de les repérer.

À Nevers, par exemple, en meeting en janvier 2017, Macron joue de son balancement libéral solidaire essentiel :

Enfin, pour que chacune et chacun trouve sa place, comme je le disais, pour réussir, il faut protéger, aussi. Nous devons libérer les énergies, les territoires, mais nous devons protéger les plus faibles. Nous devons assurer les sécurités contemporaines qui vont permettre à chacune et chacun de prendre les risques de la vie. D'être assuré qu'il ne sera pas abandonné. De protéger face aux aléas. De protéger parce que tout le monde ne peut pas réussir. C'est le cœur d'une solidarité nécessaire qui se conjugue avec la liberté. C'est le cœur d'ailleurs du projet français. (EM, 6 janvier 2017.)

Outre la sémantique explicite du passage, on remarquera linguistiquement l'alternance entre le « chacune et chacun » qui flatte l'individu libéral et le « tout le monde » qui dit la collectivité solidaire ; dans la citation précédente, Macron avait dit « chacun d'entre nous » – l'individuation par excellence – avant de conclure : « Je compte sur nous tous ».

À l'aube de son quinquennat, devant les maires de France, il fixe les grandes lignes de sa valse politique à deux temps :

[...] avoir des politiques publiques qui permettent justement en même temps la réussite et la solidarité, en même temps la liberté et la protection. (EM, 23 novembre 2017.)

1. En anticipant sur les traitements quantitatifs sur lesquels repose cet ouvrage, précisons par exemple que Macron, avant la crise de 2020, utilise moins souvent « solidarité » que Hollande ou Chirac, et guère plus que Giscard ou Mitterrand.

Dans *Révolution*, également en 2016, nous trouvons un passage, ambitieux idéologiquement, qui s'ancre directement dans le passé (Saint-Simon ou Bourgeois; ou, plus récemment, Rawls) et prophétise l'avenir du mandat (les nécessités mises au jour par la crise sanitaire en 2020 et le « monde d'après » que Macron promet à la télévision) :

Nous recherchons un mode spécifique de liberté – une auto-nomie adossée à la solidarité. (Macron, 2016 : 136.)

Le solidarisme : à juste distance du darwinisme social qu'une pensée ultra-libérale impliquerait et du collectivisme socialiste qu'un régime communiste imposerait. Les « solidarités » sont, chez Macron, comme chez Durkheim, Saint-Simon, Léon Bourgeois, John Rawls, à l'opposé philosophique de la lutte des classes induite par le libéralisme sauvage et préconisée par le socialisme révolutionnaire. La « solidarité », la « coopération » ou encore la « fraternité » s'opposent à l'individualisme ou aux égoïsmes, sans devoir être confondues avec la socialisation des moyens de production, l'économie administrée ou même la cogestion¹.

Face à la maladie, la solidarité – une solidarité chrétienne, pourrait-on dire – doit être pensée non pas seulement dans le monde du travail comme le fait la pensée marxiste, mais entre humains, entre individus, entre hommes et femmes dont Macron veut garantir l'égalité (partie 1, chapitre « La société : l'égalité entre les hommes et les femmes pour horizon »), ou

1. Rappelons l'injonction, qui reste minimale, que Macron adresse aux chefs d'entreprise durant le confinement. La solidarité patronale semble passer avant tout par le développement du télétravail pour que les salariés puissent produire en sécurité : « Je compte sur les entreprises pour aider tous les salariés qui peuvent travailler chez eux à le faire. Je compte sur nous tous pour inventer dans cette période de nouvelles solidarités. » (EM, 12 mars 2020.)

encore entre « voisins » et entre « proches », pour reprendre les mots apolitiques de plusieurs citations de Macron :

C'est cela, une grande Nation. Des femmes et des hommes capables de placer l'intérêt collectif au-dessus de tout, une communauté humaine qui tient par des valeurs : la solidarité, la fraternité. (EM, 12 mars 2020.)

Ce passage redit en 2020, avec le lyrisme qu'impose la situation sanitaire, les projets économiques libéraux que Macron expose avec précision, par exemple en août 2017. Car le libéral-solidarisme n'est pas une lubie soudaine ou une utopie pour Macron, mais est programme :

Nous recréons les conditions d'une attractivité française pour les talents et les entreprises qui tirent cette économie. Nous baisserons l'impôt sur les sociétés, au cours du quinquennat, jusqu'à 25 %. Tout cela est à la fois très ambitieux et cohérent. Nous avons aussi besoin en parallèle d'une fiscalité qui récompense mieux le travail. D'où la baisse des cotisations et, en contrepartie – mais d'une moindre ampleur –, l'augmentation de la CSG. Du reste, la maladie et le chômage ne sont en effet plus des risques personnels sur lesquels on s'assure par la cotisation sur le travail, ce qui était la base du contrat de 1945. Ce sont des risques sociétaux qui justifient la solidarité nationale. Il faut donc les financer par l'impôt, la CSG, et non par des cotisations sur le travail. (EM, 31 août 2017.)

L'État social envisagé ne saurait être confondu ni avec le Gosplan, ni même avec l'État-providence du Conseil national de la Résistance : le contrat de 1945 est déclaré caduc, au moins financièrement. L'État-providence, puisque Macron reprend le terme dans son discours du 12 mars 2020, n'est plus celui de l'après-guerre, très influencé par le gaullisme et par le communisme. Concrètement, pour répandre la pensée de Macron, le financement des solidarités ne doit plus être envisagé par la cotisation patronale, mais par la CSG, c'est-à-dire par l'impôt

de tous ; et la solidarité, qui couvre selon Macron non plus des droits « sociaux » mais des droits « sociétaux », ne doit plus viser des statuts ou des classes sociales, mais les personnes – les personnes vulnérables, les personnes âgées, les individus en situation de dépendance – plutôt que le travailleur lui-même.

En 2020, à l'occasion du pic épidémique, il reprend l'idée de solidarité « sociétale » (*versus* « sociale ») entre proches ou entre voisins, et la première d'entre elles est la solidarité inter-générationnelle entre les jeunes et leurs aînés :

Renoncer à voir ses proches, c'est un déchirement ; stopper ses activités quotidiennes, ses habitudes, c'est très difficile. Cela ne doit pas nous empêcher de garder le lien, d'appeler nos proches, de donner des nouvelles, d'organiser aussi les choses avec nos voisins, d'inventer de nouvelles solidarités entre générations, de rester, comme je vous l'ai dit jeudi dernier, profondément solidaires et d'innover là aussi sur ce point. (EM, 16 mars 2020.)

Se réinventer donc ? Macron, dans le corpus, dit en réalité s'inventer et se réinventer souvent : l'exaltation du mouvement, du changement, de l'innovation, de la réinvention est la clef de sa rhétorique, nous le soulignerons à maintes reprises :

Ne cherchons pas tout de suite à y trouver la confirmation de ce en quoi nous avons toujours cru. Non. Sachons, dans ce moment, sortir des sentiers battus, des idéologies, nous réinventer – et moi le premier. (EM, 13 avril 2020.)

Entre autres exemples, c'est à propos de son engagement sans doute le plus fort et le plus sincère, l'Europe, qu'il avait utilisé le même verbe en 2019 dans une tribune internationale :

Nous sommes à un moment décisif pour notre continent ; un moment où, collectivement, nous devons réinventer politiquement, culturellement, les formes de notre civilisation dans un monde qui se transforme. (EM, 5 mars 2019.)

En 2020, en tout cas, la réinvention du solidarisme puise en réalité au plus profond des convictions de l'homme depuis le début de son engagement politique. Son discours inaugural du quinquennat, déjà, avait été gros de promesses :

Tout ce qui forge notre solidarité nationale sera refondé, réinventé, fortifié. (EM, 14 mai 2017.)

Ainsi, la pensée *care* de 2020, initialement présente dans le corpus bien qu'assourdie, permet de reformuler, presque rebaptiser, le projet macroniste et de recentrer le point d'équilibre qui avait été déporté d'un seul côté de l'échiquier après quelques années de présidence.

— « *Union sacrée* ». *Un ego pluriel?* Macron, durant son quinquennat, a l'obsession du « nous » et la faiblesse du « je ». Il voudrait penser pluriel, mais énonce souvent ses discours à la première personne du singulier. Macron, depuis la genèse d'En marche en 2016, dit vouloir l'horizontalité, mais la V^e République qu'il épouse donne au candidat puis au président le visage d'un pouvoir vertical, sinon solitaire. Il s'agit là, sans doute, de la plus grande difficulté, insurmontée à ce jour, des discours du chef de l'État (partie 2, chapitre « L'ego-président. Au-delà de Mitterrand et de Sarkozy »).

La crise du coronavirus illustre l'impossible résolution du problème, même si elle donne l'occasion de redéfinir le périmètre de ce pouvoir personnel collectif. Reprenons en effet littéralement la citation du 12 mars 2020 devant des millions de téléspectateurs, et soulignons l'improbable enchaînement pronominal qui y figure :

C'est au contraire en solidaires, en disant nous plutôt qu'en pensant je, que nous relèverons cet immense défi. C'est pourquoi je veux vous dire ce soir que je compte sur vous pour les jours, les semaines, les mois à venir. Je compte sur vous parce que le Gouvernement ne peut pas tout seul, et parce que nous sommes une nation. (EM, 12 mars 2020.)

Comment dissiper le mystère des discours de Macron ? En toute lucidité, l'orateur indique qu'il faut raisonner en nation et dire « nous », mais enchaîne immédiatement par trois « je » : deux « je compte sur vous » autoritaires et un « je veux vous dire » présidentiel autocentré.

En réalité, nous le verrons, transpirent des discours de Macron des maladresses narcissiques, un sentiment parfois d'aventure individuelle et des décisions personnelles résolues¹. Au minimum, convenons que Macron a une vision héroïque de la politique – celle du héros, celle du grand homme, celle du président. Pourtant, dans le même temps, Macron voudrait faire nation (« nous sommes une nation »), et la crise du coronavirus lui donne l'occasion de célébrer l'unité nationale, voire l'union sacrée, alors qu'il avait eu du mal à le faire jusqu'à cette date.

Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai. Mais le temps, aujourd'hui, est à la protection de nos concitoyens et à la cohésion de la Nation. Le temps est à cette union sacrée qui consiste à suivre tous ensemble un même chemin, à ne céder à aucune panique, aucune peur, aucune facilité, mais à retrouver cette force d'âme qui est la nôtre et qui a permis à notre peuple de surmonter tant de crises à travers l'histoire. (EM, 12 mars 2020.)

Le lecteur remarquera encore ce « je les assumerai » qui donne un *la* personnel mal accordé à l'hymne à l'unité qui s'ensuit. Mais l'intention collective de rassemblement semble

1. En matière de gestes forts et à propos de l'autorité suprême de Macron – l'autorité militaire –, on se rappelle, par exemple, le remplacement sans ménagement du chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers, dès juillet 2017. Sous la V^e République, la nomination de personnalités nouvelles à la tête des diverses institutions du pays a souvent accompagné l'élection des nouveaux présidents, mais le renvoi du chef d'état-major des armées n'avait encore jamais été essayé jusqu'ici.